

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 08 Juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEGAM SA**

19 rue de la Motte  
Zone artisanale  
35770 Vern-Sur-Seiche  
Code AIOT : 0005503499

UD35/2025-246

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement VEGAM SA implanté 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 Vern-sur-Seiche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une action nationale sur les installations de combustion au sens des arrêtés ministériels relatifs à la rubrique 2910.

L'objectif premier était une mise à jour des informations à la disposition de l'inspection, dont la véracité des caractéristiques techniques des appareils de combustion, du suivi de leur entretien et de la surveillance des rejets.

Le séchoir présent sur le site de la société Vegam ne relevant pas de la rubrique 2910, mais étant rattaché à la rubrique 2160, l'inspection initialement prévue s'est réorientée sur l'entretien du séchoir.

L'exploitant a toutefois présenté son installation et indiqué les informations suivantes :

- Le séchoir fonctionne environ de juillet à mi-octobre / novembre, selon les récoltes des céréales et des maïs.
- En période de séchage, le séchoir fonctionne 24h / 24, du samedi soir au lundi après-midi.
- Le séchoir est équipé d'un système de détection incendie. En cas d'augmentation des températures, le séchoir s'arrête, les vannes s'ouvrent et de l'air froid circule dans le séchoir pour refroidir l'installation.
- Les agents silo vont régulièrement vérifier le bon fonctionnement du séchoir et vérifient, à l'odeur notamment, l'absence de début d'incendie.
- Le séchoir dispose de filtre sur la cheminée, en sortie des fumées. Les filtres sont balayés automatiquement pour décolmater les dépôts de follicules. En fin de saison, le séchoir est nettoyé dans sa totalité, sur une période de 15 jours environ (grattage, balayage, décolmatage).
- Avant chaque remise en service, en début de saison, le séchoir fait l'objet d'un contrôle technique par un prestataire extérieur. Le dernier contrôle date du 3 juin 2024. Le contrôle porte sur l'équipement électrique (armoire de commande, capteurs, actionneurs), sur la mécanique (ventilateurs, volets anti-poussières, extracteur, tôlerie), sur la pneumatique (platine pneumatique, vérins), sur le brûleur.

**L'inspection note deux remarques de la part de l'opérateur :**

- \* état moyen de la tête de combustion, anneau de dispersion gaz usé, à changer avec sa visserie ;
- \* état moyen de la bobine vanne principale gripée sur le noyau, tôles du fond du coude corrodées et percées.

**L'exploitant doit indiquer à l'inspection des mesures de correction mises en œuvre. En cas de non action, l'exploitant doit corriger les écarts dans un délai de 1 mois.**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEGAM SA
- 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005503499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEGAM est une filiale de la société AGRIAL.

Elle est spécialisée dans le négoce de produits agricoles et d'aliments pour animaux d'élevage.

**Thèmes de l'inspection : AN25 Combustion, mise à jour administrative**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article 1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas poursuivi la vérification des points prévus initialement, le site ne relevant pas de la rubrique 2910.

La situation administrative sera mise à jour lors de la prise d'un arrêté préfectoral ultérieur. La base de données des installations classées est toutefois mise à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1998 est supprimé et remplacé comme suit :  - <u>rubrique 2160.a</u> : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. a) si le volume totale de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> -> régime de l'autorisation  - <u>rubrique 2910-A-2</u> : installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2772 et 2771 a) Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW -> régime de la déclaration avec contrôle périodique  - <u>rubrique 2260.2</u> : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...] 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant au moins supérieure à 1 MW → régime non classé (96 kW)
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a fait savoir à l'inspection que selon lui et la note d'interprétation du classement ICPE des séchoirs publiée le 26 juillet /07/2023 par le Ministère de la Transition Ecologique, le séchoir ne relève plus de la rubrique 2910 mais est intégré dans la rubrique 2160.  L'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2012 liste la rubrique 2160 sous le régime de l'autorisation.

L'exploitant a indiqué que le séchoir fonctionne par un chauffage direct ; les gaz de combustion sont mélangés à l'air présent dans l'installation et passe directement dans la masse de céréales à sécher. La note de juin 2023 précise que « *si le séchage de céréales par contact direct est utilisé pour permettre l'activité de stockage classée au titre de la rubrique 2160, alors ce séchoir est également classé au titre de la rubrique 2160* ».

L'inspection prend donc note de cette évolution.

Le classement du site est donc désormais le suivant :

- rubrique 2160.a : silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables [...], 28 980 m<sup>3</sup> relevant du **régime de l'autorisation** ;
- rubrique 2910.a.2 : aucune installation de combustion relevant de cette rubrique n'est présente sur le site, **non classé** ;
- rubrique 2260.2 : broyage, concassage, criblage, ... des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...], 96 kW, **non classé**.

**Type de suites proposées :** Sans suite